



Problèmes de fonctionnement rencontrés par les RASED

Contexte général

Une vision binaire de la difficulté scolaire

La vision simpliste de l'échec scolaire laisse croire que les réponses se trouvent soit dans le soutien scolaire, soit dans le soin.

Dans le premier cas, les aides relèvent d'un rattrapage, de révision de notions. Elles sont effectuées par les enseignants des classes. Dans le second cas, elles sont liées à une pathologie, à un handicap et nécessitent l'intervention du corps médical.

Dès lors qu'un élève ne progresse pas malgré la multiplication des exercices, la difficulté scolaire est externalisée, ce qui consiste à la médicaliser.

Or les causes de difficulté à l'école sont bien plus complexes et la plupart du temps ne relèvent ni du soutien, ni du soin (voir le document de la FNAREN «la difficulté à l'école aujourd'hui, argumentaire FNAREN»*).

Le monde de l'entreprise appliqué à l'école

Les pratiques managériales appliquées à l'école ont pour conséquence première d'effacer la dimension humaine au profit de la performance. Ainsi, la pression visant à normaliser s'accroît, les évaluations deviennent des couperets, le stress augmente, et le stakhanovisme qui en résulte dépouille les apprentissages de leur sens, tant pour les élèves que pour les enseignants.

Le cadre mis en place par l'institution est alors un cadre paradoxant qui multiplie les injonctions contre-productives et empêche l'école d'accomplir ses missions.

La disparition de l'éducation au profit de l'instruction

Avec le discours visant à recentrer l'école sur les seuls savoirs savants fondamentaux, l'instruction vient peu à peu remplacer l'éducation. Or l'instruction n'est qu'un élément de l'éducation et sans éducation, l'instruction reste inaccessible. Ainsi, l'école maternelle devient une propédeutique de l'école élémentaire, et l'apprentissage des lettres de l'alphabet vient remplacer la socialisation.

Alors, comment apprendre à écrire, c'est-à-dire à adresser sa pensée à autrui, alors que l'on a des difficultés à accepter les autres? Comment apprendre à conjuguer au passé et au futur lorsque l'on ne vit que dans la recherche de la satisfaction immédiate et dans l'instant? Comment apprendre lorsque l'on est toujours dans l'action, jamais en réflexion?

L'école, en déléguant ainsi la seule responsabilité de l'éducation aux parents, non seulement renforce les inégalités sociales mais remet en question leur parentalité. En effet, étant déclarés seuls responsables de la «mauvaise» éducation de leur enfant, les parents peuvent avoir des réactions de défense ou de rejet vis-à-vis de l'école, voire désinvestir leur fonction en déléguant l'éducation de leur enfant à des éducateurs, à la justice...

La dilution des spécificités

En restreignant les missions de l'école à la seule instruction et le traitement de la difficulté scolaire à du soutien, on engage un processus d'uniformisation des pratiques et des spécificités. Les uns et les autres deviennent interchangeables. Ainsi les enseignants spécialisés sont mis devant des classes et ne peuvent pas plus aider les élèves en difficulté que les enseignants ordinaires (voir le document de la FNAREN «argumentaire FNAREN: rééducation en classe, rééducateur et conseiller : missions impossibles» *). Ainsi les enseignants des classes sont sommés d'aider les élèves en grande difficulté et sont confrontés à l'inefficacité de leur action, le soutien n'étant pas l'aide adaptée (voir la recherche «résultats de la recherche FNAREN/Université Descartes: étude comparative aide personnalisée / aide spécialisée G» *).

Au lieu de tirer profit de la richesse et de la complémentarité des différentes spécificités de ses personnels, l'école uniformise et se prive de toute la palette des aides pour aider chaque élève à apprendre.

La qualité de la formation spécialisée

Les enseignants, pour se spécialiser, suivent une formation qui a été diminuée de moitié, lorsqu'elle n'est pas proposée en formation à distance. Or la posture de l'enseignant spécialisé diffère radicalement de celle de l'enseignant de la classe; le changement d'identité professionnelle et l'approche relationnelle spécifique nécessitent un temps suffisant pour être opérés.

Dans certains centres de formation, les différentes options sont regroupées et les enseignants spécialisés suivent un cursus identique. Pourtant, ils ne s'adressent pas du tout aux mêmes profils d'élèves, les différentes spécialisations recouvrant des métiers ayant peu de points communs. Il devient donc de plus en plus difficile à ces enseignants de développer une véritable professionnalité.

A court terme, c'est l'efficacité de ces aides qui peut se retrouver menacée, justifiant ainsi leur suppression. Il est urgent de proposer une véritable formation, spécialisée en fonction de chaque option et offrant un volume horaire suffisant pour construire une nouvelle identité professionnelle, afin de garantir l'efficacité des aides auprès des élèves.

L'argument budgétaire

L'argument de l'austérité budgétaire bloque toute perspective de discussion et d'avenir. Or, c'est un mauvais calcul. L'échec scolaire et sa médicalisation coûtent bien plus cher, financièrement et humainement parlant, que sa prise en compte à l'intérieur de l'école. Et ce même à court terme.

Les conséquences de l'échec scolaire ont des répercussions à tous les niveaux: sociaux, éducatifs, économiques, médicaux, judiciaires...

Les RASED constituent par ailleurs un dispositif de prévention irremplaçable, la prévention ayant un coût très inférieur à tout traitement de la difficulté scolaire.

* disponible en ligne sur le site www.fnaren.com , rubrique «textes FNAREN»

Conséquences directes sur la situation et le fonctionnement des RASED

- La situation est «paradoxe» et entretient la confusion auprès du grand public sur la réalité des inquiétudes pesant sur le dispositif : le ministère affirme ne pas vouloir supprimer les RASED, mais donne toute latitude aux Inspecteurs d'Académie de le faire. Nous n'avons aucun interlocuteur, les Inspecteurs d'Académie renvoyant la responsabilité au ministère qui leur demande de rendre des postes, et le ministère renvoyant la suppression de postes RASED à la responsabilité des Inspecteurs d'Académie.

- La diminution du nombre de postes dans l'Education Nationale (RGPP) alliée à la politique de suppression/sédentarisation des postes d'enseignants spécialisés lors des réformes Darcos, conduisent à l'asphyxie progressive des RASED. Les RASED ne sont plus complets, les secteurs d'intervention trop importants. Les aides ne peuvent plus être apportées aux élèves qui en ont besoin. Les listes d'attente s'allongent, certains élèves partent au collège sans avoir pu être aidés. Certaines écoles sont déclarées prioritaires, d'autres sont totalement délaissées bien qu'il y ait des élèves rencontrant des difficultés dans toutes les écoles. Dans ces conditions il devient facile et pour le moins ubuesque de reprocher au dispositif de pas être suffisamment «efficace» pour les élèves rencontrant des difficultés.

- La chute drastique des départs en formation pour les rééducateurs depuis 3 ans ne permet plus de remplacer les départs à la retraite. En effet, le nombre de rééducateurs formés chaque année est passé de 250 à 300 par an à 35 à 50 stagiaires par an! C'est donc l'extinction des RASED à court terme qui se profile.

Par ailleurs, le nombre de candidats à la formation spécialisée a beaucoup diminué, la mort des RASED ayant été annoncée!

Il est capital de favoriser, relancer, encourager des départs nombreux en formation. Cela ne sera possible qu'avec une affirmation claire de l'utilité et de la pertinence des aides spécialisées à l'école, pour chaque élève qui en aurait besoin et sur tout le territoire national.

- A la rentrée 2010, il y avait un nombre important de postes vacants (environ 400 pour les rééducateurs selon une enquête FNAREN). Ces postes servent souvent de variable d'ajustement lors des cartes scolaires, et risquent donc d'être fermés à très court terme. Pour le moment seuls les postes options E et G sont touchés mais les psychologues font aussi partie des leviers mis à la disposition des recteurs et Inspecteurs d'Académie. C'est l'ensemble du dispositif de prévention et d'aide aux élèves en difficulté de l'Education Nationale qui est démantelé.

- Des dispositifs de concurrence privés apparaissent sur le marché, telle la plateforme IRLES en Gironde. C'est la mise en concurrence du service public et privé. Cherchant à pallier les manquements de l'institution scolaire, ce qui relevait de la responsabilité de l'état est renvoyé aux seules familles, avec à charge pour elles d'en supporter les coûts.

Par ailleurs, l'externalisation des difficultés d'apprentissage, pourtant ordinaires et inhérentes à l'acte d'apprendre, conduisent à leur médicalisation, rendant ainsi les familles et les élèves

responsables de leurs «troubles», voire même coupables. La difficulté scolaire devient ainsi une maladie, parfois un handicap, et représente un marché florissant.

Le choix de ce transfert de coût de l'Education Nationale au Ministère de Santé est doublement risqué : le prix humain et social à payer sera bien plus élevé au bout du compte et l'abandon du principe de l'éducabilité de tous ne sera pas sans conséquence pour la société.

Le Bureau National de la FNAREN,
Le 14 mars 2011